

"L'Europe amère" dans La Vie Française (31 janvier 1983)

Légende: Le 31 janvier 1983, le journal français La Vie Française analyse la situation politique en Grèce où le socialiste Andréas Papandréou, mécontent de la situation économique dans laquelle se trouve le pays, se tourne contre le Marché commun.

Source: La Vie Française. 31.01.1983. [s.l.].

Copyright: (c) La Vie Française

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"l_europe_amere"_dans_la_vie_francaise_31_janvier_1983-fr-60ba93ea-d26f-4557-a935-6d88c6144671.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

L'Europe amère

par Jean-Louis Guillemard

La Grèce est en panne. Le socialiste Andréas Papandréou l'a mise en état de surchauffe et il se retourne maintenant contre le Marché commun. Mais à qui la faute ?

Voici un exemple que pourront méditer l'Espagne et le Portugal. Le drame que vit actuellement la Grèce vient amplement démontrer qu'il ne suffit pas de « vouloir » adhérer à un ensemble économique de la puissance du Marché commun pour faire le bonheur d'un peuple, ou à tout le moins sa prospérité.

Après le triste intermède des colonels, de 1967 à 1974, les Grecs connaissaient à nouveau la démocratie sous l'autorité de Constantin Caramanlis, aujourd'hui président de la République. Conscient de la fragilité du régime, celui-là n'avait cessé de voir son pays accroché au char de la Communauté européenne. Plus qu'une intégration économique souhaitée, il y voyait une sorte d'assurance anti-putsch. Un raisonnement qui prévaut de la même manière présentement à Madrid et à Lisbonne. Cet objectif primant, les obstacles économiques étaient délibérément sous-estimés. Première grave erreur dénoncée à l'époque par le socialiste Andréas Papandréou, devenu Premier ministre à l'issue des élections législatives du 18 octobre 1981 qu'il remportait haut la main.

Malheureusement, si Andréas Papandréou avait vu juste en la circonstance, la raison en était surtout idéologique, à des fins de politique intérieure. Tant et si bien que les premières décisions qu'il arrêtaient après son arrivée au pouvoir étaient toutes de laxisme, à l'exemple de ce qui s'était passé en France un peu plus tôt. Ainsi, pendant douze mois, on n'entendit parler que de « relance par le social », avec relèvement des plus bas salaires, indexation prévue des salaires sur les prix, augmentation des retraites, notamment celles des agriculteurs. Autant de mesures assurément justifiées au seul plan social, mais qui ont eu des effets contraires à ceux recherchés dans le contexte de crise où baigne la Grèce.

La récession internationale la frappe, en effet, en des points où elle est particulièrement sensible, alourdissant le déficit de sa balance des paiements jusqu'à le rendre insoutenable. Citons la diminution des recettes touristiques (-17,6% pendant les dix premiers mois de 1982), la réduction des revenus de la marine marchande (-8,7%) et la baisse des transferts de fonds opérés par les Grecs travaillant à l'étranger (-5,6%). Et les perspectives pour 1983 sont considérées comme très défavorables.

A moins de courir délibérément au précipice, un tournant devait donc être pris. Il l'a été au début du mois avec la dévaluation de la drachme de 15,5% par rapport au dollar. Dans le même temps, une restriction massive des importations était annoncée: des quotas ont été décrétés - au grand dam de Bruxelles - afin d'en ramener le niveau à celui de 1980. Pour l'homme de la rue, ces nouvelles ont fait l'effet d'une douche froide. La presse économique estime que la première conséquence sera une augmentation du coût de la vie de l'ordre de 3%, alors que le taux d'inflation est déjà le plus élevé de la Communauté européenne (près de 22% en 1982, 25% en 1981).

Autrement dit, loin de relancer la production industrielle et les exportations, l'entrée dans le Marché commun aura ouvert grandes les portes de la Grèce aux produits de ses partenaires. Depuis son adhésion, en janvier 1981, le déficit commercial avec les Neuf a doublé, atteignant 2,5 milliards de dollars.

Dans le domaine agro-alimentaire où les Grecs étaient censés effectuer une percée, ils ont misérablement échoué: en 1980, Athènes disposait d'un excédent de 140 millions de dollars avec la CEE; en 1982, cet excédent s'est mué en une perte de 295 millions de dollars. La raison en est une inefficacité patente. Producteurs et distributeurs ne font pas le poids devant leurs concurrents allemands, français, britanniques, néerlandais ou italiens.

La participation à la CEE a aussi signifié pour les Grecs une baisse de 20% de leurs tarifs douaniers et l'abolition de toute restriction au libre passage des marchandises européennes, principe qui vient de subir une sérieuse entorse avec le rétablissement de quotas. En outre, Athènes ne peut plus se ravitailler à prix réduits

sur le marché alimentaire mondial en raison de la politique de préférence menée par la Communauté.

Mais les Grecs auraient tort de faire du Marché commun leur bouc émissaire. Il n'est pas responsable de l'état de sous-développement qui est le leur. La bureaucratie athénienne est aussi pléthorique qu'incompétente et voit tranquillement s'enliser dans ses bureaux les initiatives les plus dynamiques. L'industrie, qu'elle soit du secteur public ou privé, tourne avec une productivité des plus médiocres. Elle est surtout axée sur les biens de consommation courante, délaissant les biens d'équipement ou les secteurs à technologie avancée. Il y a pire: les importations de biens d'équipement, après avoir enregistré une faible hausse de 9% en 1981, tombaient au niveau zéro en 1982, alors que les importations de biens de consommation culminaient chaque année à 50%. Difficile de mieux dire que l'industrie grecque, prise dans son ensemble, a baissé les bras. Faut-il encore préciser que les investissements sont quasi nuls ?

L'agriculture, quant à elle, est archaïque. Elle emploie près du tiers de la population active (contre 8% en France et 4% aux Etats-Unis), sans compter les saisonniers à qui l'on fait appel pour les vendanges, la récolte des olives, du coton et du tabac. La moitié des exploitations seulement ont entrepris de se moderniser.

La dévaluation et les mesures qui l'accompagnent devraient, selon Athènes, limiter dans l'immédiat le déficit de la balance commerciale et réveiller l'initiative privée.

Restent deux inconnues. Comment allier une politique productiviste comme la prônent les socialistes d'Andréas Papandréou et une restriction drastique des importations, alors que l'activité industrielle du pays est largement tributaire de ces mêmes importations, tant en matières premières qu'en produits manufacturés ? Comment continuer à oeuvrer au sein d'une Communauté dont l'ironie du sort veut que l'on assurera la présidence durant le second semestre 1983, alors qu'on en viole unilatéralement les lois moins de deux ans après y avoir adhéré ? Sans doute, Bruxelles a su témoigner d'esprit de tolérance en avalisant les décisions d'Athènes mais jusqu'au 1^{er} mars... pas plus. Délai trop bref pour les Grecs. Qu'advient-il ensuite ? L'Europe peut être amère à ceux qui n'y sont pas préparés.